

Après Brignoles, passage du bipartisme au tripartisme

mercredi, 23 octobre 2013 / Jacques Nikonoff /

Porte-parole du M'PEP

APRÈS BRIGNOLES, PASSAGE DU BIPARTISME AU TRIPARTISME

Chronique de Jacques Nikonoff du 24 octobre 2013.

Le candidat du Front national (FN) à l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var), Laurent Lopez, a été élu au second tour le 13 octobre. Ce qui est nouveau avec cette victoire, c'est qu'elle intervient à la suite d'un duel et non d'une triangulaire, ce qui n'était pas le cas des deux sièges gagnés par le FN aux législatives 2012. Cette élection marque le passage symbolique d'un système politique fondé sur le bipartisme à un nouveau système, totalement inconnu, le tripartisme. La présidentielle et les législatives de 2017 sont en ligne de mire et peuvent être bouleversées après l'étape des élections européennes.

Selon le journal *Le Figaro*, qui a mené une campagne habile en faveur du candidat FN, ce dernier aurait fait une « percée » qui expliquerait sa victoire. C'est totalement inexact. Le FN a légèrement baissé lors des trois derniers scrutins cantonaux à Brignoles : 2 757 voix en 2011, 2 734 en 2012, et 2 718 en 2013 au premier tour. Où est la « percée » ? Il est vrai, en revanche, que le candidat FN a gagné 2 300 voix au second tour. Ces voix viennent notamment des deux communes les plus à gauche du canton, ce qui fait dire à une étude menée par l'IFOP que le candidat frontiste a « vraisemblablement bénéficié de voix venant de la gauche » (Focus n° 97, octobre 2013). Comment apprécier ce résultat ? Le nombre de voix recueillies par Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012 peut être considéré comme la référence à partir de laquelle étalonner les résultats des candidats frontistes lors des différentes élections. Dans le canton de Brignoles, Marine Le Pen a fait 4 649 voix en 2012 alors que le candidat FN à la cantonale 2013 a fait 5 031, soit 382 de plus. Il a donc progressé au deuxième tour, mais peut-on vraiment parler d'une « percée » ?

Brignoles : un bastion de droite

Ajoutons que le FN est implanté de longue date dans le canton de Brignoles, il a été présent à tous les seconds tours des cantonales depuis 1985. La mairie de Brignoles a été gagnée en 1995 par une liste d'union de la gauche conduite par un communiste à l'occasion d'une triangulaire. Elle a été perdue en 2001, reprise en 2008 par le PCF encore à l'occasion d'une triangulaire. En 1998, lors d'une nouvelle triangulaire, le communiste gagnait le canton et le conservait en 2004 toujours lors d'une triangulaire. En 2011 le candidat FN gagne le canton avec 5 voix d'avance sur le communiste (seul cas avec celui de Cavaillon). Cette élection est annulée. Le 1er juillet 2012, au deuxième tour, le communiste l'emporte avec 13 voix d'avance.

Le canton de Brignoles est un bastion de droite. Nicolas Sarkozy a obtenu 58% des voix au deuxième tour de la présidentielle de 2012 et 62% en 2007. Ce n'est pas une ville raciste – racisme qui pourrait expliquer le vote FN - puisque l'ancien maire UMP, Jacques Cestor, noir d'origine martiniquaise, a été réélu six fois : trois fois comme maire (de 1980 à 1995) et trois fois au Conseil général.

L'abstention : un acte politique

La donnée la plus importante à Brignoles est l'abstention. Elle a été de 67% au premier tour et de 55% au second. C'est un record absolu par rapport aux élections cantonales passés : 34% en 2004, 52% en 2011, 58% en 2012. Ce phénomène d'abstention a déjà été observé dans les autres élections partielles. Ainsi la majorité des électeurs, surtout des classes populaires, boycotte désormais les élections. On peut parler de boycott car cette abstention est un geste politique tout à fait clair : les citoyens considèrent qu'ils n'ont plus le choix. A quoi bon, dès lors, aller voter ? Pourrait-on leur donner tort quand la politique de monsieur Hollande est dans la continuité de celle de monsieur Sarkozy ?

Ces électeurs qui boycottent les élections rejettent un système qui ressemble de plus en plus à celui en vigueur aux États-Unis avec les démocrates et les républicains, ou en Grande-Bretagne avec les travaillistes et les conservateurs. Autrement dit bonnet blanc et blanc bonnet. Ces partis, qui font semblant de s'opposer, se passent et se repassent le pouvoir sans rien changer à la vie quotidienne des citoyens faite de chômage, de précarité et de difficultés de toutes sortes.

Ni le PS (avec le PCF et Jean-Luc Mélenchon hier dans la gauche plurielle et aujourd'hui qui déclarent faire partie de la « majorité politique » avec le PS) ni l'UMP n'ont éradiqué le chômage. S'il n'y a plus le choix, en effet, pourquoi voter ?

Certes le FN a remporté le canton de Brignoles à l'issue d'un duel, mais ce n'est qu'avec 5 031 voix sur 20 728 inscrits, soit 24%. Moins d'un quart de la population seulement a voté pour le FN (sans compter les non-inscrits), entachant cette élection d'un manque de légitimité flagrant.

Il ne faudrait pas en tirer la conclusion, lourdement suggérée par les grands médias, que le FN serait en train de devenir le premier parti de France. Le premier parti de France est celui des abstentionnistes qui boycottent désormais majoritairement les élections. Quand Marine Le Pen affirme que « le FN est d'ores et déjà le premier parti de France » (Le Figaro, 8 octobre 2013), bien sûr elle ment.

Le FN : troisième acteur du jeu politique

La voie est néanmoins ouverte à autre chose, et c'est ainsi que le FN est en train de s'installer comme troisième acteur du jeu politique dans un système qui passe du bipartisme au tripartisme.

Avec le tripartisme, c'est le FN qui porte la dynamique de changement exigée par une partie croissante de la population. Il a battu, à Brignoles, le « *front républicain* » dont l'avenir, lors des autres consultations électorales, est sérieusement compromis. Écœurée par la politique du gouvernement PS-EELV, une partie de l'électorat de gauche, principalement, s'abstient. C'est une forme d'insurrection civique qui promet que des secousses sont à venir. Le Front de gauche a disparu des radars, il n'apparaît pas comme une alternative crédible. La raison est très simple à comprendre. Quand la direction du PCF multiplie les signes de soumission au PS, masqués derrière des rideaux fumée rhétoriques sur la lutte contre l'austérité, et qu'elle appelle dans le même temps à des listes communes avec le PS au premier tour des municipales, elle fait fuir la population qui rejette la politique d'austérité menée par les socialistes. Quand Jean-Luc Mélenchon propose d'être le Premier ministre de François Hollande et qu'il répète inlassablement « *l'euro est nous* » et que la sortie de l'Union européenne et de l'euro seraient « *catastrophiques* », il faut fuir la population qui a compris quelle était la véritable nature du système de Bruxelles.

Désarroi de la gauche

L'analyse des raisons de la défaite de Brignoles par la direction du PCF est emblématique du désarroi de la gauche. Ainsi le journal *l'Humanité* a commis une analyse particulièrement affligeante pour expliquer la victoire du FN. Il y aurait, selon le journal du PCF, « *cinq clés d'explication du scrutin* » : 1) une extrême droite bien implantée et mobilisée sur le terrain ; 2) deux électeurs sur trois n'auraient pas vu l'utilité de se rendre aux urnes (on ne nous dit pas pourquoi) ; 3) la candidature écologiste aurait contribué à l'échec de la gauche ; 4) un score historiquement bas pour l'ensemble de la gauche ; 5) miraculée, la droite relève la tête mais reste loin derrière le FN. Le rejet de la politique gouvernementale par les électeurs, comme la confusion entretenue par le PCF qui fait son candidat à Brignoles par le PS dès le premier tour n'apparaissent pas, pour *l'Humanité*, comme des causes majeures de cette victoire (en fait la cause principale). Heureusement que ce même journal, le même jour, une page plus loin, donne les véritables raisons du vote à Brignoles à partir d'un micro-trottoir : le FN est le seul « *qui parle de l'euro qui démolit la France* » ; la France est « *bloquée par l'Europe* » ; etc.

Ce que ne comprend pas ou ne veut pas comprendre la direction du PCF, c'est que le soutien du PS au candidat PCF à Brignoles a été dévastateur. Le PCF a organisé un véritable brouillage qui a désorienté les électeurs. Et il est train de poursuivre consciencieusement dans cette voie funeste de division des forces à la gauche du PS en tentant de réaliser des listes d'union avec le PS au premier tour des municipales. Ajoutons les titres d'une mauvaise foi incroyable de *l'Humanité* après le vote majoritaire, à 57%, des communistes parisiens en faveur d'une liste commune avec le PS dans la capitale. Le journal communiste ose titrer : « *A Paris, le PCF choisit la gauche unie* ». Non ! Le PCF a choisi la droite masquée et la division des forces placées à gauche du PS. Il devrait pourtant être admis que le PS n'est pas de gauche. Le PS est sur une ligne néolibérale depuis 30 ans, date du « *tournant de la rigueur de 1982-1983* ». C'est ce qu'ont compris beaucoup d'électeurs pour lesquels il n'y a pas de différence entre le gang de Solferino (PS) et le gang du Fouquet's (UMP). Surtout parmi les classes populaires dont il n'y a encore pas si longtemps le PCF se prévalait d'être le porte-voix.

On ne peut pas non plus comparer, comme le fait le PCF, le score du candidat communiste à Brignoles et celui de Mélenchon à la présidentielle de 2012 ni aux législatives de la même année. A la présidentielle, Mélenchon fait 10,91% sur le canton, et le candidat Front de gauche 7,27% aux législatives, contre 14,58% au candidat communiste à la cantonale de Brignoles. La différence est que le candidat communiste, en 2013, était soutenu par le PS !

La fabrication du FN

Depuis deux siècles, la vie politique française, comme dans beaucoup d'autres pays, a été scandée par l'opposition entre deux forces : la gauche d'un côté et la droite de l'autre. Un camp était censé représenter le progrès, et l'autre le conservatisme. Ce schéma vient de voler en éclat après l'élection de Brignoles. Certes, il ne s'agit que d'une date symbolique car le poids électoral national du FN rivalisait déjà avec ceux du PS et de l'UMP depuis plusieurs années. Ainsi, au premier tour de la présidentielle de 2012, Marine Le Pen obtenait 17,90% (28,63% pour François Hollande et 27,18% pour Nicolas Sarkozy).

En 2002, c'est Jean-Marie Le Pen qui obtenait 16,86% (19,88 pour Jacques Chirac et 16,18% pour Lionel Jospin). Néanmoins, les caractéristiques de l'élection de Brignoles en font un tournant dans l'histoire politique du pays.

Désormais, lors des élections à deux tours (municipales, cantonales, législatives, présidentielle), la probabilité de la présence du FN, faisant plus ou moins jeu égal avec le PS et l'UMP, est considérablement renforcée. Le PS, qui a « fabriqué » le FN depuis 1982 pour diviser la droite et gagner les législatives dans des triangulaires, se trouve désormais pris au piège. Cette « tactique » cynique, en effet, ne peut fonctionner qu'à la condition que le « front républicain » fasse l'objet d'un consensus entre forces politiques et parmi les électeurs. Autrement dit il faut que l'électorat de droite (une partie) vote lors de la triangulaire plutôt pour le candidat du PS que pour celui du FN qui aura été consciencieusement diabolisé. Or les exemples se multiplient qui montrent la perméabilité des électors de droite et du FN qui est en voie de dé-diabolisation. Le boycott des élections par une partie de l'électorat de gauche ne permet plus au PS d'espérer gagner autant qu'il pourrait l'espérer. D'autant que l'UMP est loin d'être certaine de se trouver en situation plus favorable que le PS.

Le vote « utile » : dernière manœuvre de l'UMP et du PS

C'est la présidentielle qui est en ligne de mire. Le PS et l'UMP vont concentrer leurs efforts sur l'appel au vote utile et au rassemblement autour d'eux. Pour la présidentielle, le PS demandera au Front de gauche de ne pas présenter de candidat. Il ne fait strictement aucun doute que la direction actuelle du PCF acceptera. Jean-Luc Mélenchon sera alors coincé, il ne pourra pas être le candidat du Front de gauche, ce dernier appellera alors à voter pour le candidat socialiste (François Hollande ?) dès le premier tour !

L'éditorialiste du *Figaro*, Guillaume Tabard, a raison. Dans *Le Figaro* du 8 octobre 2013 il explique que « sous une cantonale partielle perce déjà la présidentielle ». La probabilité s'est renforcée que le FN soit présent au second tour de tous les scrutins à venir, face à la gauche ou à la droite. Du coup chaque camp va appeler au vote utile en sa faveur et au rassemblement autour de lui. Le journaliste ajoute que « les volontés d'indépendance font le jeu du Front national : on n'a pas fini d'entendre cet argument au PS comme à l'UMP ». Ces deux derniers partis, en effet, feront porter la responsabilité d'un nouveau 21 avril (2002) sur ceux qui favoriseraient la présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2017.

Ainsi, pour François Hollande « la victoire se joue au premier tour, il faut arriver en tête » (*Le Figaro*, 8 octobre 2013). Selon *Le Figaro* (8 octobre 2013), faisant parler quelques cadres du PS, estime que « de très nombreux dirigeants socialistes de haut niveau considèrent que le FN est bon pour nous, que cela créera des triangulaires qui nous permettront de limiter la casse. »

Ce raisonnement, vieux de trente ans, ne donne plus les résultats escomptés. Le front républicain, en effet, visait à mettre au ban de la nation un parti accusé d'être d'extrême droite. Toute l'habileté de Marine Le Pen est de masquer cette réalité. Ainsi, pour Louis Aliot, vice-président du FN « c'est la mutation d'un parti politique correspondant à une attente de notre électorat. Désormais, il existe en France une extrême droite résiduelle et un nouveau Front national qui défend des idées claires » (*Le Figaro*, 8 octobre 2013).

La prochaine élection européenne sera le tremplin vers la présidentielle. D'où la nécessité de mener une campagne très active de boycott pour délégitimer le système de l'Union européenne, son « Parlement » et sa monnaie unique. L'enjeu ne sera pas l'émergence du FN comme premier parti de France en termes électoraux, mais l'ampleur de l'abstention pour décrédibiliser le système de Bruxelles.